

## COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 27 avril 2017

Le vingt sept avril deux mille dix sept, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 21 avril 2017, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE – Mme Jeannine ANTOINE à Mme Christine DURAND - M. Adrien PSILA à M. Michel VENDRA - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Séverin BATFROI - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Jean-Philippe VEAU à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures et 5 minutes, et constate que le quorum est atteint : 24 conseillers élus sont présents, 8 élus ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Sylvie GENIN-LOMIER est désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 09 mars 2017 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Madame Florence PARVY pose une question sur la décision n° 2017-030 relative à la mise à disposition d'une salle à la société Free-lancer, destinée à du co-working.

Monsieur le Maire explique que cette société a été choisie car elle permet aux jeunes entreprises de démarrer. Les conditions d'accueil seront revues au bout d'un an de fonctionnement.

*Affichage n° 37*

Puis, il informe le Conseil Municipal d'un jugement du Tribunal Administratif de Grenoble du 04 avril 2017 annulant la délibération n° 22 du 18 décembre 2014 portant acquisition à l'euro symbolique des voiries internes du domaine de la Dentellière à Sassenage et classement dans le domaine public communal.

La commune de Sassenage versera à M. Barrionuevo et autres requérants la somme globale de 1 200 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il précise que le jugement a remis en cause la forme mais non pas le fonds de la délibération. La métropole pourra prendre une nouvelle délibération si elle le souhaite, puisqu'elle détient désormais la compétence « voirie ».

Mme PARVY demande une suspension de séance. Monsieur le Maire accorde une suspension de séance de 5 minutes. L'ensemble des élus de l'opposition municipale sort de la salle à 19 heures et 25 minutes et revient en séance à 19 heures et 30 minutes.

Monsieur le Maire relit l'article 13 du règlement intérieur du Conseil Municipal et fait remarquer qu'il a accordé, dans sa grande magnanimité, 5 minutes de suspension de séance alors qu'il aurait dû en principe mettre cette décision au vote du Conseil Municipal.

Puis, l'exposé des dossiers à l'ordre du jour de la séance commence.

<b>1 - DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MODIFICATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU COMITÉ SYNDICAL DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU VERCORS</b>
--

Michel VENDRA,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération en date du 10 septembre 2015 de la Ville de Sassenage concernant la désignation des élus chargés de représenter la commune au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors ;

**CONSIDERANT** la démission de Monsieur Dominique IZZO de son mandat de conseiller municipal ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Dominique IZZO était représentant suppléant de Monsieur Michel VENDRA au comité syndical du Parc Naturel Régional du Vercors, jusqu'à sa démission ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**DE DÉSIGNER** *Monsieur Jean-Philippe Veau* comme représentant suppléant de la Ville de Sassenage pour siéger au comité syndical du Parc naturel régional du Vercors,

**DIRE** que les représentants de la Ville de Sassenage au comité syndical du Parc Naturel Régional du Vercors sont :

Titulaire : Monsieur Michel VENDRA

Suppléant : Monsieur Jean-Philippe VEAU

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

**\* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** cette proposition.

**2 - DGS - AFFAIRES SOCIALES ET LOGEMENT**  
**MISE EN ŒUVRE DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE**  
**D'INFORMATION DU DEMANDEUR DE LOGEMENT (PPGD) ET DE LA CONVENTION**  
**INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION DE LOGEMENT (CIA)**

Nathalie BRITES,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), article 97 ;

**VU** la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

**VU** le Code de la construction et de l'habitation, article L 441-1-5 ;

**VU** la délibération du conseil métropolitain du 18 décembre 2015 portant mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Grenoble-Alpes Métropole ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Sassenage du 9 mars 2017, indiquant l'avis défavorable et les remarques de la commune de Sassenage sur le projet du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017/2022 ;

**INDIQUE** que l'article 97 de la loi ALUR du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové, dispose que tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d'habitat et doté d'un PLH approuvé crée une Conférence Intercommunale du Logement (CIL), chargée notamment de définir les objectifs en matière d'attribution de logements sur le territoire de l'EPCI ainsi que les modalités d'accueil et d'information du demandeur de logement social.

**PRECISE** que, dans ce cadre, l'EPCI adopte le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'information du demandeur (PPGD) et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA).

Ces documents déclinent des actions pour lesquelles les communes et les différents partenaires du logement social sont amenés à signer des conventions de mise en œuvre.

**SOULIGNE** que les communes sont invitées à signer :

- ✓ Le protocole expérimental de location active dans le cadre du PPGD
- ✓ La convention d'application des objectifs d'attribution territorialisés et de gestion du contingent métropolitain, dans le cadre de la CIA.

**CONSIDERANT** les enjeux de mise en œuvre de la location active :

- ✓ Une offre attractive et valorisant le logement social, qui sera mise en ligne pour équilibrer les pratiques de commercialisation des logements lorsque ceux-ci trouvent difficilement preneurs,
- ✓ Un site unique doit rapidement être mis en place dans un souci de simplification des démarches du demandeur de logement social,
- ✓ Un territoire métropolitain couvert dans sa totalité par ce mode de pré-attribution novateur, mais qui doit rester minoritaire.

**INDIQUE** que ce protocole concerne l'offre PLAI neuve et ancienne (sauf l'offre PLAI neuve de l'Etat), l'offre PLUS de plus de 5 ans et l'offre PLS.

**CONSIDERANT** les enjeux de mise en œuvre de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) visant à mettre en œuvre :

- ✓ La gestion du contingent métropolitain : identification, objectifs, modalités de coopération sur le PLAI,
- ✓ Les objectifs d'attribution des ménages Grenoble Alpes-Métropole (GAM) : modalités de calcul, animation par la commune,

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** le protocole expérimental de location active ainsi que la convention d'application des objectifs d'attribution territorialisés et de gestion du contingent métropolitain correspondants, ci annexés,

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le protocole de location active et la convention d'application des objectifs d'attribution territorialisés et de gestion du contingent métropolitain.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<p align="center"><b>3 - DGS – SERVICE SCOLAIRE - COOPÉRATIVES SCOLAIRES ET DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX – RÉPARTITION 2017</b></p>
--

Gaëlle BUREL,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**INDIQUE** que, suite à la dissolution de l'association du Comité du tiers temps pédagogique, une somme est allouée aux coopératives scolaires afin de pouvoir organiser les activités culturelles précédemment financées par le Comité du tiers temps pédagogique ;

**PRECISE** que cette somme s'élève au total à : 8884€ soit 8 € par enfant ne bénéficiant pas des sorties de ski de fond (813 enfants) et 7 € par enfant bénéficiant des sorties de ski de fond (340 enfants) ;

**PRECISE** que la répartition entre les différentes coopératives scolaires s'effectue de la façon suivante :

<b>ECOLE PRIMAIRE :</b>	<b>HAMEAU</b>	<b>PIES</b>	<b>RIVOIRE</b>	<b>VERCORS</b>
Nombre d'élèves du 1 <sup>er</sup> cycle	77	183	27	118
Subvention coopérative pour les enfants du 1 <sup>er</sup> cycle (8 €/enfant)	8 € x 77 = 616€	8 € x 183 = 1464€	8 € x 27 = 216€	8 € x 118 = 944€
Nombre d'élèves du 2 <sup>ème</sup> cycle	78	106	52	104
Subvention coopérative pour les enfants du 2 <sup>ème</sup> cycle (7€/enfant)	7 € x 78 = 546€	7 € x 106 = 742€	7 € x 52 = 364€	7 € x 104 = 728€

<b>ECOLE MATERNELLE :</b>	<b>HAMEAU</b>	<b>PIES</b>	<b>RIVOIRE</b>	<b>VERCORS</b>
Nombre d'élèves de maternelle	83	191	37	97
Subvention coopérative pour les enfants du 1 <sup>er</sup> cycle (8€/enfant)	8 € x 83 = 664€	8 € x 191 = 1528€	8 € x 37 = 296€	8 € x 97 = 776€

**INDIQUE** également qu'il convient d'allouer pour l'année 2017 aux délégués départementaux de l'Education Nationale une subvention de 150 € ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ALLOUER** aux coopératives scolaires la somme de 8884 € correspondant à des activités culturelles pour l'année scolaire 2016/2017 selon la répartition indiquée ci-dessus,

**D'ALLOUER** la somme de 150 € aux délégués départementaux de l'Education Nationale.

*Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC du budget principal de la Ville.*



**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<b>4 - DGS - SERVICE SCOLAIRE - PROJETS PÉDAGOGIQUES ET CLASSES DE DÉCOUVERTE - PARTICIPATION COMMUNALE 2017</b>
--

Christine DURAND,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**RAPPELLE** que la liste des projets pédagogiques et classes de découverte des écoles de la Commune pour l'année scolaire 2016/2017 a été examinée lors de la commission extra-municipale en date du 1 décembre 2016 ;

**RAPPELLE** qu'il n'y a plus de participation financière du Conseil Départemental pour ces activités ;

**SOULIGNE** que la participation financière de la collectivité est de 10 000 euros pour l'année scolaire 2016/2017;

**RAPPELLE** qu'il a été décidé de ne plus faire de répartition entre les petits projets (= sans nuitée) et gros projets (= avec nuitées) ;

**PRECISE** que l'an prochain, les projets financés d'une part par l'ENS et d'autre part par la Municipalité seront étudiés différemment ;

**INDIQUE** que la répartition de la subvention s'élève à 8.68 € par élève soit 10 000 euros divisé par le nombre total d'élèves inscrits soit 1152 élèves ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**DE FIXER** à 8.68 €/élèves l'aide apportée par la commune aux coopératives scolaires pour la réalisation de projets pédagogiques ;

**D'ALLOUER** les sommes ci-après aux coopératives scolaires de chaque école pour les projets pédagogiques et les classes de découverte pour l'année scolaire 2016/2017:

- Coopérative scolaire de l'école maternelle du Hameau du Château : 720.44 €
- Coopérative scolaire de l'école élémentaire du Hameau du Château : 1345.40 €
- Coopérative scolaire de l'école maternelle des Pies : 1657.88 €
- Coopérative scolaire de l'école élémentaire des Pies : 2499.84 €
- Coopérative scolaire de l'école maternelle Rivoire de la Dame : 321.16 €
- Coopérative scolaire de l'école élémentaire Rivoire de la Dame : 685.72 €
- Coopérative scolaire de l'école maternelle Vercors : 841.96 €
- Coopérative scolaire de l'école élémentaire Vercors : 1926.96 €

Soit un total de 9999.36 €.

*Ligne budgétaire en dépense : compte FIN/6574/ASSOC.*

*Madame Florence PARVY demande des précisions sur le tableau joint à la note de synthèse explicative du projet de délibération et affirme qu'elle n'est pas d'accord avec les modalités d'attribution des aides. Elle regrette que tous les projets ne soient pas présentés.*

*Madame Christine DURAND répond que les enseignants ont proposé cette répartition et que la Maire de Sassenage a suivi leurs demandes.*

*Le Maire fait remarquer que, par exemple, la subvention municipale à l'association ENS bénéficie à des actions dans les écoles. D'autre part, la répartition est faite en fonction du nombre d'élèves et non pas en fonction des projets présentés.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

**\* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

**5 - DGS – PÔLE VIE DE LA CITÉ - CONVENTION AVEC L'OFFICE DE TOURISME DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DÉNOMMÉ « GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE PASS »**

Michel VENDRA,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 ;

**VU** le projet de convention ;

**INDIQUE** que dans le cadre de la métropolisation, l'office de tourisme a été transféré à Grenoble Alpes Métropole ;

**CONSIDERANT** les éléments exposés dans la note de synthèse jointe au dossier de convocation à la présente réunion du Conseil Municipal proposant la mise en place d'un dispositif dénommé « Grenoble-Alpes Métropole Pass » et l'adhésion de la commune de Sassenage au dispositif, pour la visite du site des Cuves ;

**PROPOSE** au Conseil Municipal :

**D'APPROUVER** la convention entre l'Office de Tourisme de Grenoble Alpes Métropole et la Commune de Sassenage dont le projet est annexé ;

**D'AUTORISER** le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<p><b>6 - DAE - CONVENTION DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE AVEC GRENOBLE ALPES-MÉTROPOLE</b></p>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;

**VU** la loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014, portant création de la métropole Grenoble Alpes Métropole ;

**VU** les articles L 5215-27 et 5217-7 du code général des collectivités territoriales, disposant que « la métropole peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou service relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres » ;

**VU** la délibération n° 11 du 7 avril 2016 du Conseil Municipal de Sassenage autorisant le Maire à signer la convention de gestion de l'entretien des zones d'activité économique avec Grenoble Alpes-Métropole ;

**VU** la nouvelle convention de gestion pour l'année 2017 approuvée par délibération du Conseil Métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole du 16 décembre 2016 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer la continuité et la sécurité des services publics relevant désormais de la Métropole, et qu'il importe donc d'adapter l'organisation de ses services ;

**CONSIDERANT** que dans l'attente de la stabilisation définitive de l'organisation métropolitaine, la Métropole s'est appuyée durant l'année 2016 sur l'expérience de gestion de ces services par la commune de Sassenage ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de conclure entre la Métropole et chacune des communes, une nouvelle convention tenant compte de l'évaluation avec les communes au cours de l'année 2017 des conditions de transfert de l'entretien des zones d'activités économique et industrielle (ZAZI) et de la liste des ZAZI concernées à ce jour ;

**PRECISE** que la commune s'acquitte de la totalité des charges nécessaires au fonctionnement régulier des services (éclairage public, propreté urbaine, espaces verts, viabilité hivernale) et sera remboursée par la Métropole sur la base des titres de recettes qui lui seront transmis deux fois par an, aux mois de juillet et de décembre ;



**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** le projet annexé de nouvelle convention de gestion entre la Métropole et la Commune de Sassenage portant sur l'entretien de la zone d'activité industrielle de l'Argentière et de la zone d'activités économique Hyparc à Sassenage ;

**D'AUTORISER** le Maire à signer cette convention ;

**D'AUTORISER** le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<p><b>7 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – DÉNOMINATION D'UNE VOIE PRIVÉE : « IMPASSE DES CREISSES».</b></p>
---

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** l'article L. 141-1 du code de la voirie routière ;

**VU** ensemble les articles L. 2212-1 et 2, et l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la circulaire n° 6 du 3 janvier 1962 portant sur les conditions de dénomination des rues et places publiques

**VU** l'article 5 du décret n°94 1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles;

**CONSIDERANT** l'opération immobilière dénommée « les Creisses», réalisée sur un tènement foncier situé en bordure Nord du chemin du Drac et à l'approche de son extrémité Est.

**CONSIDERANT** la nécessité d'établir un adressage cohérent des 5 habitations qui ont été construites, il convient de dénommer la voie privée qui les dessert;

**PRECISE** que la Commune a opté, sur la base de propositions formulées par la propriétaire des lots concernés, pour l'appellation de ladite voie : « Impasse des Creisses » ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ADOPTER** la dénomination de la voie décrite précédemment : « Impasse des Creisses».

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** cette proposition.

<p align="center"><b>8 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE CONTRAT DE MIXITÉ SOCIALE</b></p>
---

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi SRU du 13 décembre 2000, notamment l'article 55 complétée par la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

**VU** le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.302.9-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté Préfectoral de carence n°2014-212-0022 en date 31 juillet 2014 ;

**VU** l'instruction du Gouvernement du 30 juin 2015 relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L 302-5 du code de la construction et de l'habitation à l'issue du bilan de la quatrième période triennale 2011-2013 ;

**VU** le projet de contrat de mixité sociale élaboré conjointement par les différents partenaires et la Commune ci annexé,

**CONSIDERANT** qu'au 1er janvier 2016, la commune de Sassenage dispose d'un taux de 11,35 %, soit un stock de 555 logements locatifs sociaux et un déficit de 667 logements au regard du taux requis ;

**CONSIDERANT** que la commune de Sassenage est astreinte au taux de logements locatifs sociaux de 25% des résidences principales au titre de l'article L.302-5 du code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDERANT** que la commune n'a pas atteint son objectif pour la période triennale 2011-2013, et qu' un arrêté préfectoral n°2014-212-0022 en date 31 juillet 2014 a prononcé la carence de la commune de Sassenage au regard des objectifs qui lui étaient assignés en matière de réalisation de logements locatifs pour la dite période triennale ;

**CONSIDERANT** que l'objectif triennal pour la période 2014-2016 s'élève à 171 logements, soit 25 % du déficit et le taux de rattrapage. Pour la période 2017-2019, il sera porté à 33 % du nombre de logements manquants au 1er janvier 2016, à 50 % pour 2020-2022 et à 100 % pour 2023-2025 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réaliser des logements locatifs sociaux sur la Commune de Sassenage et de résorber son déficit en ce domaine ;

**CONSIDERANT** que la commune de Sassenage a répondu favorablement au courrier du préfet daté du 24 juillet 2015 incitant les communes à engager une réflexion avec tous les

acteurs institutionnels sur les conditions foncières et opérationnelles favorables à la programmation de logements sociaux permettant la résorption du déficit ;

**CONSIDERANT** que pour définir les modalités de réalisation des objectifs de construction des logements sociaux, la commune de Sassenage s'est portée volontaire pour conclure un contrat de mixité sociale portant sur la période triennale 2017-2019 ;

**CONSIDERANT** que le Contrat de Mixité Sociale établit un partenariat entre la commune, l'État, les acteurs locaux de l'habitat, notamment Grenoble Alpes Métropole dotée du statut de Métropole et délégataire des aides à la pierre, et l'EPFL du Dauphiné, autour d'une politique active de production de logements sociaux ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** le Contrat de Mixité Sociale à intervenir entre la Commune, l'Etat, Grenoble-Alpes Métropole et l'EPFL du Dauphiné ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer avec l'Etat, Grenoble-Alpes Métropole et l'EPFL du Dauphiné, le Contrat de Mixité Sociale tel qu'annexé à la présente délibération ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ledit contrat ainsi que tous les documents nécessaires à cet effet.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<p align="center"><b>9 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE</b> <b>VŒU SUR LA RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT MÉTROPOLITAINE</b></p>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** l'article L. 2121-29 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi SRU votée le 13 décembre 2010 ;

**VU** la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 ;

**CONSIDERANT** le Plan Local de l'Habitat voté par le Conseil Métropolitain le 16 décembre 2016 ;

**CONSIDERANT** le SCOT voté par l'Etablissement Public du Schéma de Cohérence Territoriale le 21 décembre 2012,

**CECI ETANT EXPOSE :**

- Les communes de la Métropole vont devoir participer activement à la création de nouvelles constructions.

- Ces constructions importantes créent des besoins d'investissements conséquents, notamment pour développer de nouveaux services publics (crèche, école, cantine scolaire...) ou les dimensionner aux nouveaux besoins. De même que les coûts d'investissements, les coûts de fonctionnement de ces services sont imputés sur les budgets communaux.

- Jusqu'alors, la Taxe d'Aménagement était une ressource fiscale importante qui permettait aux communes d'assumer les nouvelles dépenses relatives aux nouvelles constructions et à l'évolution des services publics liés.

- Suite aux transferts de compétences prévus par la loi, la Taxe d'Aménagement relève désormais de la Métropole qui a le pouvoir de définir les modalités de répartition de cette ressource avec les communes membres. En commission ressources du 24 février 2016, un projet de répartition de 90 % pour Grenoble Alpes Métropole et 10 % pour les communes a été proposé. La délibération devait être examinée lors du conseil métropolitain du 24 mars mais a été retirée.

- La répartition proposée par la Métropole est inacceptable car elle réduit de manière drastique les ressources financières des communes dont les budgets sont déjà fortement impactés par la baisse des dotations de l'Etat (DGF). L'Etat, par la loi SRU, et la Métropole par le PLH fixent des objectifs de construction aux communes mais leurs suppriment des ressources qui permettent le financement des constructions et des équipements liés.

**Afin de permettre aux communes de répondre aux besoins d'aménagement nécessaires en conséquence des nouvelles constructions, il est proposé au Conseil Municipal :**

- **DE DEMANDER** au Président de Grenoble Alpes Métropole de retenir une répartition équitable de la Taxe d'Aménagement au prochain Conseil Métropolitain du 19 mai 2017

- **DE MANDATER** le Maire de Sassenage pour formuler cette demande auprès du président de la Métropole ;

- **DE DEMANDER** au Maire de Sassenage à ce qu'il soit rendu compte de cette démarche lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal

*Monsieur Yannick BELLE remarque que la loi n'impose pas à la métropole une répartition de la taxe d'aménagement. La Metro devra faire face à des dépenses d'aménagement importantes.*

*Monsieur Jérôme MERLE remarque que les communes sont perdantes dans les transferts de charges décidés en CLECT. Il n'est pas d'accord avec la répartition de la taxe d'aménagement.*

*Monsieur Yannick BELLE demande quelle est la procédure si l'on a un vœu à présenter.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe**

VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

\* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

**DECIDE,**

- **DE DEMANDER** au Président de Grenoble Alpes Métropole de retenir une répartition équitable de la Taxe d'Aménagement au prochain Conseil Métropolitain du 19 mai 2017

- **DE MANDATER** le Maire de Sassenage pour formuler cette demande auprès du président de la Métropole ;

- **DE DEMANDER** au Maire de Sassenage à ce qu'il soit rendu compte de cette démarche lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal

### QUESTIONS DIVERSES :

Madame Florence PARVY lit les deux questions du groupe « Agir pour Sassenage ». La première est une question sur le lancement de l'enquête publique pour la ZAC Portes du Vercors.

Le Maire répond que l'enquête n'est pas encore lancée mais le sera le 2 mai 2017. Il y aura alors une information dans le magazine municipal Sassenage en Pages.

La seconde est une demande de présentation du projet immobilier de 31 logements envisagé rue des Blondes à Sassenage.

Le Maire répond qu'un dossier a été déposé par l'agence TRIGNAT. Il est en cours d'instruction et n'est donc pas communicable au public pour le moment.

*Le Maire annonce que la prochaine réunion du Conseil Municipal se tiendra le 1<sup>er</sup> juin 2017.*

*La séance est close à 20 heures et 15 minutes.*

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.  
SASSENAGE, le 3 mai 2017



Pour le Maire empêché,  
L'adjoint(e) au Maire

Le Maire

Christian COIGNÉ.

**Jérôme MERLE**

Affichage le : 3 mai 2017

no 37



